Cap-Santé, le 18 mai 2016

**Procès-verbal de la séance régulière du conseil de la
Municipalité régionale de comté de Portneuf tenue le mercredi
18 mai 2016, à 19 h à la salle Saint-Laurent de la Préfecture, sise
au 185, Route 138, à Cap-Santé.**

19 H

PRÉSENCES ET QUORUM

Le quorum étant constaté, la réunion est ouverte et présidée par
M. Bernard Gaudreau, préfet et maire de la Ville de Neuville.

Sont présents, Mesdames et Messieurs les représentants suivants :

Ville de Cap-Santé	Denis Jobin
Municipalité de Deschambault-Grondines	Denise Matte
Ville de Donnacona	Marc-André Hébert
Ville de Lac-Sergent	Denis Racine
Ville de Neuville	Marie-Michelle Pagé
Ville de Pont-Rouge	Ghislain Langlais
Ville de Portneuf	Nelson Bédard
Municipalité de Rivière-à-Pierre	Jean Mainguy
Municipalité de St-Alban	Bernard Naud
Ville de St-Basile	Jean Poirier
Municipalité de St-Casimir	Dominic Tessier Perry
Municipalité de Ste-Christine-d'Auvergne	Raymond Francoeur
Municipalité de St-Gilbert	Léo Gignac
Municipalité de St-Léonard-de-Portneuf	Denis Langlois
Ville de St-Marc-des-Carières	Guy Denis
Ville de St-Raymond	Daniel Dion
Municipalité de St-Thuribe	Jacques Delisle
Municipalité de St-Ubalde	Pierre Saint-Germain

Sont également présents, Mesdames et Monsieur :

Josée Frenette	Directrice générale
Lucie Godin	Directrice du service de développement économique
Jean Lessard	Directeur du service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

ORDRE DU JOUR

*Adoption de l'ordre du jour
Adoption du procès-verbal de la séance régulière du 20 avril 2016
Adoption du procès-verbal de la séance spéciale du 4 mai 2016
Première période de questions*

- 1. ADMINISTRATION DE LA MRC DE PORTNEUF**
 - 1.1 Liste des débours du 15 avril au 12 mai 2016
 - 1.2 États comparatifs du premier semestre 2016 – Dépôt
 - 1.3 Nomination de l'évaluateur signataire des rôles d'évaluation de la MRC de Portneuf – Monsieur Robert Dorion, ing. É.A.

- 1.4 Octroi de contrat d'un an à iClic inc. pour la migration et l'hébergement temporaire du site Internet de la MRC
 - 1.5 Électrification de l'enseigne de Neuville – Autorisation de signer l'entente de contribution aux coûts des travaux avec Hydro-Québec
- 2. ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS (TNO)**
- 2.1 États comparatifs du premier semestre 2016 – Dépôt
 - 2.2 Nomination de Mme Hélène Giard à titre de membre du comité consultatif d'urbanisme des territoires non organisés de la MRC de Portneuf
 - 2.3 Projets subventionnés dans le cadre du programme d'aide aux initiatives de mise en valeur des territoires non organisés de la MRC de Portneuf
 - 2.4 **Assemblée publique de consultation**
Demande de dérogation mineure à la réglementation d'urbanisme des territoires non organisés de la MRC de Portneuf (chemin de contournement du lac Miguick)
- 3. SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME**
- 3.1 Certificats de conformité au schéma d'aménagement et de développement :
 - 3.1.1 Règlement numéro 312-17-2016 modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 de la Ville de Saint-Marc-des-Carières
 - 3.1.2 Règlement numéro 104.4 modifiant le règlement de zonage numéro 104 de la Ville de Neuville
 - 3.1.3 Règlement numéro 104.5 modifiant le règlement de zonage numéro 104 de la Ville de Neuville
 - 3.2 Dépôt du rapport de la rencontre du comité consultatif agricole tenue le 10 mars 2016
 - 3.3 Adoption du Règlement numéro 367 édictant le Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) révisé 2015-2020 de la MRC de Portneuf
 - 3.4 Avis de la MRC de Portneuf relativement à une demande d'autorisation formulée à la CPTAQ par la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf
 - 3.5 Approbation du plan et des règlements d'urbanisme révisés de la Ville de Saint-Raymond
 - 3.6 Travaux d'entretien du cours d'eau Laganière-Gariépy – Autorisation des démarches relatives aux travaux
 - 3.7 Travaux d'entretien du cours d'eau correspondant à la branche numéro 8 de la rivière des Prairies – Autorisation des démarches relatives aux travaux
 - 3.8 Position de la MRC de Portneuf concernant le projet de modification au Règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- 4. SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE**
- 5. SERVICE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**
- 5.1 Nomination d'un élu responsable du suivi du Plan concerté de développement du territoire
 - 5.2 Nomination des membres du comité d'évaluation des projets (CEP)
 - 5.3 Adoption des dossiers analysés au comité d'investissement commun (CIC) de la MRC de Portneuf
 - 5.4 Projet de médiation culturelle à l'été 2016 – Accueil d'un artiste en résidence
 - 5.5 Projet de colloque en Patrimoine bâti

6. DOSSIERS RÉGIONAUX

- 6.1 Parc naturel régional de Portneuf – Demande de l'Association des villégiateurs du lac Long
- 6.2 La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf – Adoption de la reddition de compte
- 6.3 Projet de train à grande fréquence Québec-Windsor de Via Rail Canada – Demande de la MRC de Portneuf aux gouvernements provincial et fédéral

7. RAPPORTS DES COMITÉS ET COMMISSIONS

- 7.1 Commission de l'aménagement et du développement du territoire
- 7.2 Commission du développement social et économique
- 7.3 Commission de l'environnement
- 7.4 Commission de l'administration
- 7.5 Comité de sécurité publique
- 7.6 Comité de sécurité incendie
- 7.7 Transport régional
- 7.8 Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (RRGMRP)
- 7.9 Forum des élus de la Capitale-Nationale

8. AFFAIRES NOUVELLES ET INTERVENTIONS DES REPRÉSENTANTS

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

PROCHAINES RENCONTRES

- Comité de travail – le mercredi **1^{er} juin 2016** à 17 h 30
- Conseil des représentants – le mercredi **15 juin 2016** à 19 h

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

CR 119-05-2016

Il est proposé par Mme Marie-Michelle Pagé et résolu :

D'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 20 AVRIL 2016

CR 120-05-2016

CONSIDÉRANT que chaque membre du conseil de la MRC de Portneuf a reçu une copie du procès-verbal du 20 avril 2016 et renonce à sa lecture;

Il est proposé par M. Ghislain Langlais et résolu :

D'adopter le procès-verbal de la séance régulière du 20 avril 2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE SPÉCIALE DU 4 MAI 2016

CR 121-05-2016

CONSIDÉRANT que chaque membre du conseil de la MRC de Portneuf a reçu une copie du procès-verbal du 4 mai 2016 et renonce à sa lecture;

Il est proposé par M. Daniel Dion et résolu :

D'adopter le procès-verbal de la séance spéciale du 4 mai 2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'a été posée.

1. ADMINISTRATION DE LA MRC DE PORTNEUF

1.1 LISTE DES DÉBOURS DU 15 AVRIL AU 12 MAI 2016

CR 122-05-2016

CONSIDÉRANT que la liste des comptes des débours est déposée à chacun des membres du conseil et qu'elle se présente sommairement comme suit :

Dépenses de fonctionnement :	39 156,99 \$
Débours :	274 185,44 \$
Programmes de rénovations domiciliaires :	44 858,74 \$
Subventions/Ententes :	260 302,75 \$
Territoires non organisés :	84,44 \$
Baux Portneuf :	131 619,58 \$
Pacte rural :	27 720,41 \$
Culture :	459,90 \$
Fonds local d'investissement (FLI) :	1 631,03 \$

GRAND TOTAL : 780 019,28 \$

CONSIDÉRANT que les membres du conseil de la MRC de Portneuf acceptent le rapport des dépenses du 15 avril au 12 mai 2016;

Il est proposé par M. Ghislain Langlais et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf approuve la liste des débours telle que déposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

À titre de secrétaire-trésorière de la MRC de Portneuf, je soussignée, Josée Frenette, atteste que la MRC dispose des sommes nécessaires pour acquitter les dépenses effectuées du 15 avril au 12 mai 2016, et ce, telles que présentées.

Josée Frenette, secrétaire-trésorière

1.2 ÉTATS COMPARATIFS DU PREMIER SEMESTRE 2016 – ACTE DE DÉPÔT

CR 123-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a pris connaissance des états comparatifs du premier semestre 2016 de la MRC, et qu'il s'en déclare satisfait;

Il est proposé par M. Denis Jobin et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf prenne acte de dépôt des états comparatifs du premier semestre 2016 de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1.3 NOMINATION DE L'ÉVALUATEUR SIGNATAIRE DES RÔLES D'ÉVALUATION DE LA MRC DE PORTNEUF – MONSIEUR ROBERT DORION, ING. É.A.

CR 124-05-2016

CONSIDÉRANT que Mme Nancy Brassard occupe le poste de directrice du service de l'évaluation foncière de la MRC depuis le 21 avril 2008 et en est l'évaluatrice signataire;

CONSIDÉRANT que la MRC est dans l'obligation de désigner une nouvelle personne à titre de signataire officiel des rôles d'évaluation en raison d'une absence prolongée de Mme Brassard;

CONSIDÉRANT que M. Robert Dorion, de la firme Groupe Altus, est membre de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec et s'est engagé sous serment devant la secrétaire-trésorière de la MRC à remplir ses fonctions impartialement et suivant la loi, tel que stipulé aux articles 22 et 30 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par M. Léo Gignac et résolu :

QUE la MRC de Portneuf désigne M. Robert Dorion, Ing. É.A. signataire des rôles d'évaluation de la MRC de Portneuf, en remplacement temporaire de Mme Nancy Brassard;

QU'une copie de la présente résolution soit transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1.4 OCTROI DE CONTRAT D'UN AN À ICLIC INC. POUR LA MIGRATION ET L'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE DU SITE INTERNET DE LA MRC

CR 125-05-2016

CONSIDÉRANT que le site Internet de la MRC a près de 10 ans, et qu'il nécessitera une refonte complète qui se fera d'ici janvier 2017;

CONSIDÉRANT que sa plate-forme de programmation est désuète, ce qui entraîne des problèmes de sécurité contre les hameçonnages et une mise à jour qui ne sera plus possible à compter de juillet 2016;

CONSIDÉRANT que le site Internet de la MRC est très fréquenté et qu'il n'est pas envisageable de fermer ce dernier pour une période de 6 à 8 mois;

CONSIDÉRANT que la compagnie iClic inc. a offert une solution temporaire de migration et d'hébergement du site Internet, afin que ce dernier puisse être entretenu et soit plus sécuritaire, au montant de 425 \$ par mois plus taxes;

Il est proposé par M. Jacques Delisle et résolu :

QUE le conseil autorise le préfet à signer un contrat pour la migration temporaire du site Internet de la MRC à iClic inc., pour et en considération d'une somme de 5 100,00 \$ plus taxes applicables pour un an;

QUE la dépense soit comptabilisée au poste « Site web » numéro 02 14000 347.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1.5 ÉLECTRIFICATION DE L'ENSEIGNE DE NEUVILLE – AUTORISATION DE SIGNER L'ENTENTE DE CONTRIBUTION AUX COÛTS DES TRAVAUX AVEC HYDRO-QUÉBEC

CR 126-05-2016

CONSIDÉRANT que la dernière étape concernant le projet de mise en place d'enseignes aux abords de l'autoroute 40 consiste à électrifier l'enseigne située dans le 2^e Rang à Neuville;

CONSIDÉRANT qu'Hydro-Québec a fait parvenir une entente de contribution aux coûts de prolongation de sa ligne de distribution;

CONSIDÉRANT que la résolution CR 48-02-2016 prévoyait des coûts de branchement de l'ordre de 6 263,00 \$ plus taxes applicables;

CONSIDÉRANT que ces coûts s'élèvent finalement à 6 269,41 \$ plus taxes applicables;

CONSIDÉRANT que ces coûts seront remboursés si, au cours des 5 années suivant la date de signature de l'entente, une nouvelle installation est raccordée à la portion de ligne faisant l'objet de la présente entente;

Il est proposé par M. Nelson Bédard et résolu :

QUE le conseil autorise la directrice générale à signer l'entente de contribution aux coûts des travaux avec Hydro-Québec, pour et en considération d'une somme de 6 269,41 \$ plus taxes applicables.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

M. Dominic Tessier Perry, maire de Saint-Casimir, demande d'inscrire sa dissidence aux minutes de l'assemblée.

2. ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS (TNO)

2.1 ÉTATS COMPARATIFS DU PREMIER SEMESTRE 2016 – ACTE DE DÉPÔT

CR 127-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a pris connaissance des états comparatifs du premier semestre 2016 des territoires non organisés de la MRC, et qu'il s'en déclare satisfait;

Il est proposé par Mme Denise Matte et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf prenne acte de dépôt des états comparatifs du premier semestre 2016 des territoires non organisés de la MRC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2.2 NOMINATION DE MME HÉLÈNE GIARD À TITRE DE MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS DE LA MRC DE PORTNEUF

CR 128-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a adopté, en date du 19 février 1992, le règlement de constitution de son comité consultatif d'urbanisme pour les territoires non organisés (règlement 174);

CONSIDÉRANT que ce comité a pour mandat d'étudier et de soumettre des recommandations au conseil de la MRC de Portneuf sur toute question relative à l'urbanisme et à l'aménagement des TNO et qu'il est chargé d'assurer le suivi de l'application de la réglementation d'urbanisme à l'égard de ces territoires;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 4 dudit règlement, la MRC doit procéder à la nomination par résolution des personnes appelées à composer le comité consultatif d'urbanisme des TNO;

CONSIDÉRANT que le règlement numéro 174 prescrit que deux représentants des villégiateurs des TNO de la MRC de Portneuf peuvent occuper des sièges au sein de ce comité et que l'un de ces sièges est vacant depuis plusieurs mois;

CONSIDÉRANT que Mme Hélène Giard, locataire d'un terrain de villégiature au lac Lasalle (TNO Linton), a fait part à la MRC de Portneuf de son intention de participer aux travaux du comité consultatif d'urbanisme des TNO à titre de représentante des villégiateurs;

CONSIDÉRANT que le règlement numéro 174 constituant le comité consultatif d'urbanisme des territoires non organisés de la MRC de Portneuf fixe à deux (2) ans la durée du mandat de chacun des membres de ce groupe de travail;

Il est proposé par M. Jean Mainguy et résolu :

QUE la MRC de Portneuf nomme Mme Hélène Giard à titre de représentante des villégiateurs au sein du comité consultatif d'urbanisme des territoires non organisés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2.3 PROJETS SUBVENTIONNÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE AUX INITIATIVES DE MISE EN VALEUR DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS DE LA MRC DE PORTNEUF

CR 129-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a réservé des fonds dans le budget des territoires non organisés aux fins de financer des projets de mise en valeur et de développement propres à ces espaces caractérisés par leur grand potentiel faunique et récréatif;

CONSIDÉRANT que ce programme d'aide rend admissibles à une aide financière les zones d'exploitation contrôlée, les associations de propriétaires, de même que tout regroupement de citoyens des TNO dans la mesure où ils présentent des projets de mise en valeur à portée collective;

CONSIDÉRANT que ces interventions doivent avoir pour but l'amélioration, la mise en valeur et le développement des trois territoires non organisés de la MRC de Portneuf conformément aux objectifs et aux critères qui sont associés au programme;

CONSIDÉRANT que cette année cinq projets ont été acheminés à la MRC de Portneuf, tous portant sur des activités de développement et de mise en valeur des TNO et sont admissibles en regard des critères du programme;

CONSIDÉRANT qu'un comité d'analyse formé par la MRC de Portneuf a procédé à l'examen des différents projets déposés et qu'il a formulé ses recommandations quant aux initiatives à retenir ainsi qu'aux montants d'aide qui pourraient leur être octroyés;

CONSIDÉRANT que, de l'avis des membres du comité d'analyse, les projets retenus sont d'intérêt communautaire et permettent de favoriser le développement et la mise en valeur des territoires non organisés de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que les recommandations du comité d'analyse à l'égard de l'application du programme d'aide ont été présentées au comité de travail de la MRC de Portneuf du 4 mai 2016;

Il est proposé par M. Dominic Tessier Perry et résolu :

QUE, dans le cadre de l'application du programme d'aide aux initiatives de mise en valeur des TNO, la MRC de Portneuf accepte, sous condition de la réalisation complète des travaux et de respect des modalités de versement prévues au programme, de subventionner les projets suivants :

Identification du projet	Promoteur	Subvention
Rechargement d'une route en gravier	Zec Batiscan-Neilson	12 600 \$
Opération d'un site de déchets domestiques	Zec de la Rivière-Blanche	8 526 \$
Modernisation des infrastructures de communication sur le territoire	Zec de la Rivière-Blanche	7 600 \$
Remplacement d'un pont par un ponceau au lac Lozon	Club de chasse et pêche Roquemont	7 500 \$

QUE les subventions autorisées soient versées uniquement suite au dépôt d'un rapport d'exécution des travaux permettant de détailler l'utilisation des sommes ayant été allouées pour leur réalisation et selon les modalités de versement prévues au programme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

Pour faire suite à l'avis public paru le 27 avril 2016 dans le Courrier de Portneuf, M. Jean Lessard présente le projet de dérogation mineure et juste avant le vote, le préfet M. Bernard Gaudreau demande à l'assemblée si des intervenants désirent se manifester. Aucune intervention n'a eu lieu.

2.4 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS DE LA MRC DE PORTNEUF (CHEMIN DE CONTOURNEMENT DU LAC MIGUICK)

CR 130-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a adopté en date du 21 octobre 2015, le Règlement numéro 364 relatif aux dérogations mineures qui sont applicables à la réglementation d'urbanisme de ses territoires non organisés;

CONSIDÉRANT qu'une demande de dérogation mineure a été formulée par le propriétaire du domaine privé du lac Miguick (TNO Linton) à la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que ce propriétaire entend réaliser des travaux visant à reconfigurer le chemin de contour du lac Miguick en trois endroits précis pour améliorer le caractère carrossable du tracé en raison des contraintes topographiques des lieux;

CONSIDÉRANT que cette demande de dérogation mineure concerne une disposition du règlement de lotissement et qu'elle aura pour conséquence de rapprocher les nouveaux tronçons du chemin à moins de 75 mètres du lac contrairement à cette norme;

CONSIDÉRANT que toutes les modalités relatives à l'étude de cette demande de dérogation mineure ont été rencontrées et que le comité consultatif d'urbanisme des TNO en a fait l'analyse;

CONSIDÉRANT que, suite à son analyse du dossier, le CCU des TNO a émis une recommandation favorable puisqu'il considère que la dérogation qui lui a été soumise est de nature mineure et qu'elle rencontre chacune des conditions de validité prévues par la loi;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de son analyse, le comité recommande cependant à la MRC de Portneuf d'exiger du demandeur qu'il s'assure que les portions du chemin qui vont être abandonnées dans les zones de fortes pentes ne se transforment pas avec le temps en foyers d'érosion lors d'intempéries ou au moment des périodes de dégel en réalisant des interventions visant à éviter le lessivage du matériel et à favoriser la remise à l'état naturel des lieux;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été publié relativement à la présente demande le 27 avril 2016 conformément aux exigences de l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

CONSIDÉRANT que le processus qui est prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et permettant à tout intéressé de se faire entendre par le conseil relativement à cette demande a été respecté;

Il est proposé par M. Jacques Delisle et résolu :

QUE la MRC de Portneuf entérine la recommandation du comité consultatif d'urbanisme des territoires non organisés à l'effet d'accorder la dérogation mineure formulée par le propriétaire du domaine privé du lac Miguick dans le contexte des travaux visant à reconfigurer le chemin de contournement de ce plan d'eau;

QUE la MRC de Portneuf exige du propriétaire qu'il réalise, dans les anciennes parties du chemin qui sont situées en secteurs de fortes pentes, les travaux de réhabilitation naturelle qui ont été prescrits par le CCU des TNO dans son rapport d'analyse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3. SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

3.1 CERTIFICATS DE CONFORMITÉ AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

CONSIDÉRANT que les règlements ci-dessous ont été transmis à la MRC de Portneuf aux fins de conformité au schéma d'aménagement et de développement et d'approbation par son conseil :

- règlement numéro 312-17-2016 modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 de la Ville de Saint-Marc-des-Carières;
- règlement numéro 104.4 modifiant le règlement de zonage numéro 104 de la Ville de Neuville;

CR 131-05-2016

- règlement numéro 104.5 modifiant le règlement de zonage numéro 104 de la Ville de Neuville;

CONSIDÉRANT que le Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, dans ses rapports d'analyse relatifs à la conformité au schéma d'aménagement et de développement, recommande d'approuver lesdits règlements;

Il est proposé par M. Guy Denis et résolu :

QUE la MRC de Portneuf approuve les règlements ci-dessus mentionnés et autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à émettre les certificats de conformité requis par la loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.2 RAPPORT DE LA RENCONTRE DU COMITÉ CONSULTATIF AGRICOLE TENUE LE 10 MARS 2016 – ACTE DE DÉPÔT

CR 132-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a pris connaissance du rapport de la rencontre du comité consultatif agricole tenue le 10 mars 2016, et qu'il s'en déclare satisfait;

Il est proposé par M. Dominic Tessier Perry et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf prenne acte de dépôt du rapport de la rencontre du comité consultatif agricole tenue le 10 mars 2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.3 ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 367 ÉDICTANT LE PLAN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES (PGMR) RÉVISÉ 2015-2020 DE LA MRC DE PORTNEUF

CR 133-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a adopté, le 17 septembre 2003, la résolution CR 220-09-2003, laquelle entérinait le premier Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a adopté, le 21 janvier 2004, le règlement numéro 262 édictant le Plan de gestion des matières résiduelles, lequel est entré en vigueur par publication le 26 janvier 2004;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 53.23 de la Loi sur la qualité de l'environnement, la MRC est tenue de procéder à la révision de son Plan de gestion des matières résiduelles aux 5 ans;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a adopté, le 17 septembre 2014, la résolution CR 165-09-2014 signifiant l'amorce du processus de révision de son PGMR;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a adopté, le 18 février 2015, par sa résolution CR 28-02-2015, un projet de Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) révisé;

CONSIDÉRANT que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), dans une correspondance datée du 11 mars 2015, informait la MRC qu'à son avis, le projet de PGMR révisé remettait en cause l'économie générale du PGMR présentement en vigueur et qu'en conséquence, celui-ci devait être soumis à la consultation publique;

CONSIDÉRANT que des assemblées publiques de consultation portant sur le projet de PGMR révisé ont eu lieu dans les municipalités de Saint-Casimir et Pont-Rouge les 29 et 30 septembre 2015;

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC a, par sa résolution CR 284-12-2015, entériné le rapport de la commission chargée de la consultation publique sur le projet de PGMR révisé et adopté un addenda faisant état des modifications et précisions apportées au projet de PGMR révisé adopté le 18 février 2015;

CONSIDÉRANT que le rapport de la commission ainsi que l'addenda ont été transmis au MDDELCC afin de connaître son avis sur la conformité du projet de PGMR révisé;

CONSIDÉRANT que dans une correspondance datée du 8 février 2016, le MDDELCC informait la MRC que le projet de PGMR révisé adopté par le conseil de la MRC le 18 février 2015 ne s'avérait pas conforme aux exigences de la Loi et n'était pas en cohérence avec les orientations et objectifs de la Politique de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015 en faisant référence aux alinéas 1, 4 et 5 de l'article 53.9 de la Loi;

CONSIDÉRANT que les modifications nécessaires ont été apportées au projet de PGMR révisé adopté le 18 février 2015;

Il est proposé par M. Raymond Francoeur et résolu :

QUE la MRC de Portneuf adopte le Règlement numéro 367 édictant le Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) révisé 2015-2020 de la MRC de Portneuf;

QUE le Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) révisé 2015-2020 de la MRC de Portneuf ainsi qu'une copie de la présente résolution soient transmis au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ainsi qu'aux MRC environnantes ou qui sont desservies par une installation d'élimination située sur le territoire d'application du PGMR;

QU'un avis relatif à l'adoption du PGMR révisé soit publié dans un journal diffusé sur le territoire, accompagné du sommaire du plan.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.4 AVIS DE LA MRC DE PORTNEUF RELATIVEMENT À UNE DEMANDE D'AUTORISATION FORMULÉE À LA CPTAQ PAR LA RÉGIE RÉGIONALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE PORTNEUF

CR 134-05-2016

CONSIDÉRANT que la Commission de protection du territoire agricole, dans une correspondance datée du 17 mars 2016, demande l'avis de la MRC de Portneuf relativement à une demande d'autorisation formulée par la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf visant l'aliénation de lots adjacents à sa propriété;

CONSIDÉRANT que l'autorisation demandée vise à acquérir les lots 3 506 687 et 3 506 688 du cadastre du Québec à des fins de zone tampon afin de prévenir les inconvénients qui pourraient affecter les activités voisines de l'installation de compostage de matières résiduelles organiques ayant fait l'objet d'une autorisation par la CPTAQ (dossier 403489);

CONSIDÉRANT que la superficie totale des lots visés par la demande de la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf est de 10,9 hectares (109 163,4 m²);

CONSIDÉRANT que l'article 58.4 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles stipule que les MRC doivent fournir une recommandation sur toute demande formulée par une municipalité, un organisme public ou un organisme fournissant des services d'utilité publique et requérant une autorisation de la CPTAQ;

CONSIDÉRANT que la recommandation de la MRC doit tenir compte des objectifs du schéma d'aménagement et des dispositions du document complémentaire et être motivée en regard des critères de décision énumérés à l'article 62 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles;

CONSIDÉRANT que ce dossier a été étudié par le comité consultatif agricole et que celui-ci a formulé un avis favorable à l'égard de ladite demande d'autorisation;

CONSIDÉRANT que la recommandation de la MRC doit être motivée en fonction des critères de l'article 62 de la loi et qu'à cet égard, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les installations de la Régie représentent un bien collectif identifié comme un équipement structurant au schéma d'aménagement et de développement;
- Les lots concernés par la demande d'autorisation sont adjacents au site ayant fait l'objet d'une autorisation pour l'implantation d'un centre de compostage par la Régie;
- L'acquisition des lots à des fins de zone tampon n'aura pas d'impact sur les activités agricoles;

Il est proposé par M. Jean Mainguy et résolu :

QUE la MRC de Portneuf transmette une recommandation favorable à la Commission de protection du territoire agricole et indique à cette dernière que cette demande est jugée

conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

QUE la MRC de Portneuf indique également à la Commission de protection du territoire agricole que cette demande apparaît justifiée en regard des critères de décision énumérés à l'article 62 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.5 APPROBATION DU PLAN ET DES RÈGLEMENTS D'URBANISME RÉVISÉS DE LA VILLE DE SAINT-RAYMOND

CR 135-05-2016

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Raymond a adopté, en date du 11 avril 2016, son plan d'urbanisme révisé et ses règlements d'urbanisme révisés, en concordance avec les dispositions du schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que lesdits règlements sont adoptés conformément aux dispositions de l'article 59 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et qu'ils remplacent ceux qui s'appliquaient respectivement sur le territoire de la ville;

CONSIDÉRANT que les règlements adoptés ont été transmis en date du 15 avril 2016 et qu'ils concernent les règlements suivants :

- le plan d'urbanisme (règlement 582-15) remplaçant le règlement 50-97(A);
- le règlement relatif à l'administration des règlements d'urbanisme (règlement 586-15) remplaçant le règlement administratif 54-97(A);
- le règlement de construction (règlement 585-15) remplaçant le règlement 53-97(A);
- le règlement de lotissement (règlement 584-15) remplaçant le règlement 52-97;
- le règlement de zonage (règlement 583-15) remplaçant le règlement 51-97(B);

CONSIDÉRANT que les règlements de zonage et de lotissement nécessitent l'approbation par les personnes habiles à voter et que le certificat de conformité de la MRC à l'égard de ces règlements pourra être délivré uniquement lorsque lesdits règlements auront été approuvés par les personnes habiles à voter;

CONSIDÉRANT que lesdits règlements ont été analysés par le Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et que les modifications requises dans l'avis technique préliminaire portant sur les projets de règlements ont été intégrées dans les règlements adoptés;

CONSIDÉRANT que les règlements ainsi adoptés s'avèrent conformes aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement ainsi qu'aux dispositions du document complémentaire;

Il est proposé par Mme Marie-Michelle Pagé et résolu :

QUE la MRC de Portneuf approuve le plan d'urbanisme révisé et les règlements d'urbanisme révisés adoptés par la Ville de Saint-Raymond, en l'occurrence les règlements numéros 582-15, 583-15, 584-15, 585-15 et 586-15;

QUE la MRC de Portneuf autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à émettre le(s) certificat(s) de conformité requis par la loi, dès qu'elle recevra un avis de la Ville de Saint-Raymond indiquant que les règlements de zonage et de lotissement sont réputés approuvés par les personnes habiles à voter.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.6 TRAVAUX D'ENTRETIEN DU COURS D'EAU LAGANIÈRE-GARIÉPY – AUTORISATION DES DÉMARCHES RELATIVES AUX TRAVAUX

CR 136-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf s'est vue confier la compétence exclusive des cours d'eau de son territoire en vertu des articles 103 à 109 de la Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006;

CONSIDÉRANT la demande formelle d'entretien du cours d'eau Laganière-Gariépy sur les lots 3 926 726, 3 233 520 et 3 233 521 situés dans la municipalité de Deschambault-Grondines;

CONSIDÉRANT que les travaux consistent à l'enlèvement, par creusement, des sédiments et de la végétation accumulés dans le fond du cours d'eau afin de rétablir le profil initial du cours d'eau, conformément au plan du MAPAQ numéro 15 744-6 daté du 19 décembre 1983;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont considérés comme des travaux d'entretien et nécessitent par conséquent un avis préalable du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

CONSIDÉRANT que les travaux vont être réalisés par la Municipalité de Deschambault-Grondines, sous réserve d'une résolution adoptée par cette dernière autorisant la signature d'une entente avec la MRC de Portneuf pour la gestion desdits travaux;

CONSIDÉRANT que le coût des travaux sera assumé par les demandeurs et que sa répartition sera déterminée par résolution par la Municipalité de Deschambault-Grondines;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont nécessaires afin de rétablir l'écoulement normal de l'eau;

Il est proposé par M. Jean Poirier et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise les démarches relatives aux travaux d'entretien du ruisseau Laganière-Gariépy;

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise le coordonnateur de la gestion des cours d'eau à effectuer les démarches requises pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux;

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise le préfet et la directrice générale à signer une entente entre la MRC de Portneuf et la Municipalité de Deschambault-Grondines afin de confier la gestion des travaux à cette dernière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.7 TRAVAUX D'ENTRETIEN DU COURS D'EAU CORRESPONDANT À LA BRANCHE NUMÉRO 8 DE LA RIVIÈRE DES PRAIRIES – AUTORISATION DES DÉMARCHES RELATIVES AUX TRAVAUX

CR 137-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf s'est vue confier la compétence exclusive des cours d'eau de son territoire en vertu des articles 103 à 109 de la Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006;

CONSIDÉRANT la demande formelle d'entretien du cours d'eau nommé « branche numéro 8 de la rivière des Prairies » sur les lots 4 009 845, 4 009 846, 4 009 847, 4 009 848, 4 009 849, 4 009 850 et 4 009 851 situés sur le territoire de la ville de Pont-Rouge;

CONSIDÉRANT que les travaux consistent à l'enlèvement, par creusage, des sédiments et de la végétation accumulés dans le fond du cours d'eau afin de rétablir le profil initial du cours d'eau, conformément au plan du MAPAQ numéro 1891 daté du 23 mai 1957;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont considérés comme des travaux d'entretien et nécessitent par conséquent un avis préalable du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

CONSIDÉRANT la résolution de la Ville de Pont-Rouge numéro 132-05-2016 adoptée lors de la séance régulière du conseil du 2 mai 2016, qui autorise le maire ainsi que la greffière de la Ville de Pont-Rouge à signer une entente ponctuelle relative à la gestion des travaux;

CONSIDÉRANT que le coût des travaux sera assumé par les demandeurs et que sa répartition est déterminée dans une résolution adoptée par la Ville de Pont-Rouge (132-05-2016);

CONSIDÉRANT que ces travaux sont nécessaires afin de rétablir l'écoulement normal de l'eau;

Il est proposé par M. Léo Gignac et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise les démarches relatives aux travaux d'entretien du cours d'eau nommé « branche numéro 8 de la rivière des Prairies »;

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise le coordonnateur de la gestion des cours d'eau à effectuer les démarches requises pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux;

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise le préfet et la directrice générale à signer une entente entre la MRC de Portneuf et la Ville de Pont-Rouge afin de confier la gestion des travaux à cette dernière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3.8 POSITION DE LA MRC DE PORTNEUF CONCERNANT LE PROJET DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT SUR LA TARIFICATION RELIÉE À L'EXPLOITATION DE LA FAUNE DU MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS

CR 138-05-2016

CONSIDERANT le projet de modification au Règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs;

CONSIDÉRANT que les articles 103 à 110 de la Loi sur les compétences municipales confèrent certains pouvoirs et devoirs aux MRC en matière de gestion des cours d'eau;

CONSIDERANT que l'article 105 de la Loi sur les compétences municipales (LCM) confère notamment à la MRC le devoir de réaliser les travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau lorsqu'elle est informée de la présence d'une obstruction qui menace la sécurité des personnes ou des biens;

CONSIDERANT que la MRC de Portneuf doit intervenir régulièrement sur son territoire afin de répondre à ce devoir, notamment pour démanteler des barrages de castors qui menacent la sécurité des personnes ou des biens;

CONSIDERANT que les coûts associés à de telles interventions sont déjà importants;

CONSIDERANT que la MRC de Portneuf juge déraisonnable que le gouvernement provincial exige des coûts pour des interventions découlant d'une obligation légale qu'il a lui-même imposée aux MRC;

CONSIDERANT que les travaux que doit réaliser une MRC pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau en application de l'article 105 de la LCM sont exclus de la tarification exigée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

CONSIDÉRANT que ces nouveaux tarifs auront également une conséquence sur le coût des interventions réalisées dans un habitat faunique par les citoyens;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle tarification risque d'inciter à la désobéissance civile et mener ainsi à la dégradation d'habitats naturels suite à des travaux non encadrés réalisés par les citoyens;

Il est proposé par M. Raymond Francoeur et résolu :

QUE la MRC de Portneuf demande au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs de revoir son projet de règlement modifiant le Règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune afin d'exclure de cette tarification les travaux que doit réaliser une MRC pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau en application de l'article 105 de la LCM;

QUE les moyens entrepris par les MRC pour prévenir les obstructions menaçant la sécurité des personnes et des biens et pour limiter les interventions récurrentes dans les cours d'eau (nettoyage d'un cours d'eau sans dragage, installation d'un pré-barrage, mesures de contrôle du niveau d'eau en présence d'un barrage de castors) soient aussi exempts de frais;

QUE la MRC de Portneuf demande au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs de revoir le projet de règlement modifiant le Règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune en concertation avec les différents organismes et acteurs susceptibles d'être impactés par cette tarification;

QUE la MRC de Portneuf dénonce cette nouvelle réglementation qui confère une nouvelle charge financière au milieu municipal et aux organismes qui interviennent dans le domaine de la faune;

QUE la MRC de Portneuf envoie une copie de la présente résolution à Mme Julie Grignon, sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs, au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, à la Fédération québécoise des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec, à l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec, à l'Association des gestionnaires régionaux des cours d'eau du Québec, et à M. Michel Matte, député provincial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4. SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Aucun sujet n'a été traité.

5. SERVICE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

5.1 NOMINATION D'UN ÉLU RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN CONCERTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

CR 139-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a adopté, le 17 février dernier, le Plan concerté de développement du territoire de la MRC de Portneuf 2016-2020 et son plan de mise en œuvre;

CONSIDÉRANT que le plan de mise en œuvre prévoit différents outils et mécanismes pour assurer la concrétisation et la réussite de ce plan;

CONSIDÉRANT qu'un des mécanismes prévus est de nommer un responsable politique du dossier pour assurer le suivi du plan concerté. Les mandats liés à cette responsabilité sont les suivants :

- Assurer la liaison entre le comité de suivi et le conseil de la MRC;
- Faire état aux élus de l'évolution de la mise en œuvre du plan concerté;
- Maintenir les élus mobilisés envers la démarche et stimuler leur collaboration.

Il est proposé par M. Ghislain Langlais et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf nomme M. Raymond Francoeur à titre d'élu responsable du suivi du plan concerté de développement du territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.2 NOMINATION DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION DES PROJETS (CEP)

CR 140-05-2016

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC de Portneuf a adopté, le 20 avril dernier, la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie;

CONSIDÉRANT que cette politique prévoit la mise sur pied d'un comité pour analyser les projets reçus dans le cadre du Fonds de soutien aux projets structurants de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que ce comité est composé de cinq membres, soit deux élus et trois représentants de la société civile, nommés par le conseil de la MRC;

CONSIDÉRANT que les membres représentant la société civile sont nommés par résolution du conseil de la MRC de Portneuf, sur recommandation du service de développement économique;

Il est proposé par M. Nelson Bédard et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf procède à la nomination des personnes suivantes comme membres du comité d'évaluation des projets (CEP), et ce, pour un mandat de deux ans :

- M. Guy Denis (élu)
- M. Jacques Delisle (élu)
- Mme Marie-Christine Morasse (société civile)
- Mme Karine Nault (société civile)
- Mme Chloë Boulanger (société civile)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.3 ADOPTION DES DOSSIERS ANALYSÉS AU COMITÉ D'INVESTISSEMENT COMMUN (CIC) DE LA MRC DE PORTNEUF

CR 141-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC a adopté une résolution le 15 juillet dernier (CR 175-07-2015) annonçant la mise en place d'un nouveau service de développement économique au sein de la MRC;

CONSIDÉRANT que le 9 décembre 2015 le Comité d'Investissement Commun (CIC) du CLD de Portneuf a été reconduit pour la MRC de Portneuf aux fins d'analyse du financement des projets d'entreprise;

CONSIDÉRANT que le transfert de responsabilité de la gestion commune FLI/FLS à la MRC de Portneuf est dicté par une entente de gestion;

CONSIDÉRANT que dans l'entente de gestion, le CIC est décisionnel quant à toutes les décisions dans le cadre des demandes de financement présentées audit comité;

Il est proposé par M. Raymond Francoeur et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf entérine le financement des dossiers suivants :

N° dossier	Montant octroyé	Fonds	Stade projet
#05-16-3011	Les Jardins de Mescla 3 000 \$	FDC Volet 1	Démarrage
#05-16-3012	2 000 \$ 10 000 \$	FDC Volet 1 FLI/FLS	Démarrage

QUE le conseil de la MRC de Portneuf autorise Mme Lucie Godin, directrice du service de développement économique, à signer au nom de la MRC de Portneuf, les conventions et offres de financement en rapport avec les financements octroyés par le CIC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5.4 PROJET DE MÉDIATION CULTURELLE À L'ÉTÉ 2016 – ACCUEIL D'UN ARTISTE EN RÉSIDENCE

CR 142-05-2016

CONSIDÉRANT que l'entente de développement culturel 2016 prévoit un budget de 10 000 \$ dédié à la mise sur pied d'activités de médiation culturelle;

CONSIDÉRANT que cette enveloppe a notamment pour objectifs de faire découvrir aux citoyen-ne-s des pratiques artistiques méconnues ou moins travaillées dans la MRC, en faisant appel à des professionnel-le-s de l'extérieur, de manière à stimuler la vitalité culturelle du territoire;

CONSIDÉRANT que la table de concertation culture a déjà suggéré plusieurs disciplines et thèmes qui pourraient être traités par cette enveloppe pour une période de trois ans;

CONSIDÉRANT que le travail de la pierre fait partie de ces recommandations;

CONSIDÉRANT que l'organisme Culture et Patrimoine Deschambault-Grondines a déjà prévu travailler sur cette thématique dans le cadre de son projet d'exposition pour l'été 2016;

CONSIDÉRANT que l'artiste Tim Anderson, spécialiste du *stone balancing* (pierres en équilibre), un art surtout développé par les artistes anglo-saxons, est disponible pour effectuer un séjour d'une semaine dans Portneuf à la fin du mois de juin;

CONSIDÉRANT que ce séjour sera l'occasion d'effectuer trois ou quatre démonstrations dans des lieux associés à la pierre (Rivière-à-Pierre, Saint-Marc-des-Carières et Deschambault-Grondines);

CONSIDÉRANT que l'organisme Culture et Patrimoine Deschambault-Grondines est prêt à assumer gracieusement la coordination de l'accueil de l'artiste, moyennant l'utilisation des photos et vidéos produites dans le cadre de son exposition;

CONSIDÉRANT qu'un montant de 5 000 \$ est nécessaire pour réaliser ce projet (cachet, déplacements et *per diem*);

Il est proposé par Mme Marie-Michelle Pagé et résolu :

QUE la MRC de Portneuf accorde un budget de 5 000 \$ à l'accueil de l'artiste Tim Anderson en résidence sur son territoire;

QUE la directrice générale soit autorisée à signer un contrat avec Culture et Patrimoine Deschambault-Grondines afin que l'organisme agisse à titre de chargé de projet.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

M. Dominic Tessier Perry, maire de Saint-Casimir, demande d'inscrire sa dissidence aux minutes de l'assemblée.

5.5 PROJET DE COLLOQUE EN PATRIMOINE BÂTI

CR 143-05-2016

CONSIDÉRANT que l'entente de développement culturel 2015 prévoyait un budget de 6 000 \$ pour l'organisation d'un colloque citoyen sur le patrimoine bâti;

CONSIDÉRANT que cette activité doit donner suite à l'inventaire du patrimoine bâti réalisé précédemment et annoncer le guide de bonnes pratiques en cours de réalisation;

CONSIDÉRANT que l'activité a pour objectif d'outiller et de sensibiliser la population portneuvoise à propos des interventions qui sont à privilégier lors de rénovations de maisons ancestrales;

CONSIDÉRANT que tous les conférenciers et conférencières ciblé-e-s sont disponibles le samedi 28 mai prochain;

CONSIDÉRANT que le budget prévu permet d'assumer les frais associés aux conférences, à la location de salles, à la promotion de l'événement et à l'accueil des convives;

Il est proposé par M. Denis Jobin et résolu :

QUE la MRC de Portneuf autorise la directrice générale à effectuer des dépenses pour un montant ne dépassant pas 6 000 \$ pour l'organisation du colloque citoyen en patrimoine bâti.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. DOSSIERS RÉGIONAUX

6.1 PARC NATUREL RÉGIONAL DE PORTNEUF – DEMANDE DE L'ASSOCIATION DES VILLÉGIATEURS DU LAC LONG

CR 144-05-2016

CONSIDÉRANT que l'Association des villégiateurs du lac Long a transmis en date du 14 mars dernier une correspondance et une résolution visant à demander à la MRC de Portneuf de modifier son règlement numéro 358 afin d'abolir les tarifs exigibles aux propriétaires de chalets du lac Long pour l'obtention d'une vignette de saison;

CONSIDÉRANT que l'Association justifie cette demande par le fait que les propriétaires de chalets assument déjà largement leur part, à même les loyers et taxes qu'ils versent, pour l'accès au parc et pour l'utilisation de services tels le stationnement et la rampe de mise à l'eau;

CONSIDÉRANT que le règlement numéro 358 adopté par la MRC de Portneuf et intitulé « Règlement concernant l'accès, la tarification, la circulation, la sécurité, la paix et l'ordre à l'intérieur du Parc naturel régional de Portneuf » prévoit les différents tarifs applicables pour les services offerts à l'intérieur du parc;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf reconnaît le droit aux villégiateurs de se rendre à leur propriété sans aucuns frais d'accès mais que les services dont ils bénéficient doivent être compensés selon le principe de l'utilisateur-payeur;

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC a déjà retenu une formule d'accommodement à l'intérieur de son règlement concernant la tarification applicable aux villégiateurs et qu'aucune augmentation n'est envisagée en 2016;

CONSIDÉRANT que la tarification applicable aux villégiateurs consiste en l'obtention d'une vignette annuelle dont les coûts varient de 25 \$ à 50 \$ (taxes incluses), selon qu'il y ait ou non mise à l'eau d'une embarcation motorisée;

CONSIDÉRANT que, conformément aux modalités de l'Entente de délégation de gestion foncière des terres du domaine de l'État dans le Parc naturel régional de Portneuf, les revenus générés par les baux de villégiature doivent être utilisés pour des activités et des interventions de mise en valeur du parc régional et non à offrir la gratuité de services à certains utilisateurs;

CONSIDÉRANT que la Corporation de gestion du Parc naturel régional de Portneuf assume la majeure partie des frais d'entretien du chemin d'accès du lac Long et des services mis à la disposition des différents utilisateurs;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a déjà investi des sommes considérables dans le développement des services et la mise en valeur du Parc naturel régional de Portneuf et que ces investissements bénéficient à l'ensemble des utilisateurs, incluant les villégiateurs;

CONSIDÉRANT que les revenus générés par les baux de villégiature à l'intérieur du Parc naturel régional de Portneuf ne suffisent pas à compenser l'ensemble des investissements réalisés annuellement à l'intérieur de celui-ci;

Il est proposé par M. Jean Poirier et résolu :

QUE la MRC de Portneuf juge que la tarification applicable aux villégiateurs s'avère raisonnable et avantageuse pour ces derniers;

QUE la MRC de Portneuf refuse de modifier son règlement numéro 358 afin de soustraire une catégorie d'utilisateurs de services au paiement de la tarification applicable à l'intérieur du Parc naturel régional de Portneuf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6.2 LA SOCIÉTÉ DE LA PISTE JACQUES-CARTIER/PORTNEUF – ADOPTION DE LA REDDITION DE COMPTE

CR 145-05-2016

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a confié la gestion du Parc régional linéaire Jacques-Cartier/Portneuf à La Société de

la piste Jacques-Cartier/Portneuf et que cette dernière, depuis l'été 2007, a adhéré au réseau de la Route verte;

CONSIDÉRANT que le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) a annoncé qu'il attribuera une aide financière compensatoire ad hoc de 2 millions de dollars pour soutenir le maintien des actifs de la Route verte en 2015-2016;

CONSIDÉRANT que la somme allouée correspond à 1 414 \$ par kilomètre de piste, ce qui représente 68 616,84 \$ pour La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf;

CONSIDÉRANT que cette aide sera versée conditionnellement à la présentation de pièces justificatives des dépenses relatives aux travaux admissibles;

CONSIDÉRANT que le ministre Jacques Daoust, dans sa lettre du 31 mars 2016 adressée au préfet, a mentionné que la MRC doit adopter par résolution lesdites pièces justificatives soumises par La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf, afin que cette dernière puisse bénéficier de cette subvention;

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC a pris connaissance des pièces justificatives de La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf pour les travaux effectués dans la période visée par le programme ad hoc, soit du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;

Il est proposé par M. Jean Mainguy et résolu :

QUE la MRC de Portneuf adopte les pièces justificatives fournies par La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf concernant les travaux effectués dans la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, afin que cette dernière puisse recevoir la subvention ad hoc du MTMDET, soit 68 616,84 \$;

QUE copie de cette résolution soit transmise à Mme Alexandra Goyer, directrice générale de La Société de la piste Jacques-Cartier/Portneuf, afin que le dossier puisse être complété et acheminé au MTMDET dans les temps requis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6.3 PROJET DE TRAIN À GRANDE FRÉQUENCE QUÉBEC-WINDSOR DE VIA RAIL CANADA – DEMANDE DE LA MRC DE PORTNEUF AUX GOUVERNEMENTS PROVINCIAL ET FÉDÉRAL

CR 146-05-2016

CONSIDÉRANT que M. Yves Desjardins-Siciliano, président et chef de la direction de Via Rail Canada a fait l'annonce qu'un projet de train à grande fréquence Québec-Windsor est à l'étude chez Via Rail Canada;

CONSIDÉRANT qu'en mars 2016, le budget de Transports Canada prévoyait 3,3 millions pour une évaluation approfondie du projet de service ferroviaire à fréquence élevée du corridor Québec-Windsor de VIA Rail Canada;

CONSIDÉRANT que M. Yves Desjardins-Siciliano annonçait le 18 avril 2016, à la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval à Québec, que le tracé du projet de train à grande fréquence Québec-Windsor de Via Rail Canada sera sur la rive nord du fleuve St-Laurent;

CONSIDÉRANT que M. Yves Desjardins-Siciliano a annoncé par la même occasion qu'un arrêt sera effectué à Trois-Rivières pour desservir cette ville;

CONSIDÉRANT que le train de passagers à grande fréquence Québec-Windsor traversera le territoire de la MRC de Portneuf d'est en ouest;

CONSIDÉRANT que le développement du transport collectif est un enjeu important du Plan concerté de développement du territoire de la MRC de Portneuf 2016-2020;

CONSIDÉRANT que le développement d'un lien de transport collectif ferroviaire interrégional constitue un avantage économique et récréotouristique pour les régions, dans la mesure où les passagers peuvent profiter de quelques arrêts;

CONSIDÉRANT qu'un arrêt dans la MRC de Portneuf permettrait de faire diminuer la pression sur le réseau routier, en offrant un mode de transport plus rapide et écologique avec le milieu urbain;

Il est proposé par M. Ghislain Langlais et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf demande aux gouvernements provincial et fédéral de s'assurer que la population de Portneuf soit desservie par le train de passagers à grande fréquence Québec-Windsor de Via Rail Canada, et qu'au moins un lieu d'arrêt soit prévu au sein de son territoire dans la conception du tracé;

QUE copie de cette résolution soit transmise à M. Jacques Daoust, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, M. Marc Garneau, ministre des Transports du Canada, M. Michel Matte, député provincial, et M. Joël Godin, député fédéral.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7. RAPPORTS DES COMITÉS ET COMMISSIONS

7.1 COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Aucune rencontre n'a eu lieu.

7.2 COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Aucune rencontre n'a eu lieu.

7.3 COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

La prochaine rencontre aura lieu le 14 juin prochain.

7.4 COMMISSION DE L'ADMINISTRATION

La dernière rencontre a eu lieu le 16 mai dernier, et des recommandations seront apportées au prochain comité de travail du conseil de la MRC.

7.5 COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Dion relate les faits saillants découlant du rapport trimestriel de la Sûreté du Québec, soit :

- Changement de comportement des conducteurs dans les zones d'affichage de radars photo;
- Sensibilisation auprès des jeunes concernant les drogues et stupéfiants;
- Augmentation du nombre d'interventions auprès des personnes souffrant de problèmes de santé psychologique;
- Interventions en milieu scolaire.

Pour faire suite aux résultats d'un sondage, M. Dion résume les priorités du Plan d'activités régional et local (PARL).

7.6 COMITÉ DE SÉCURITÉ INCENDIE

M. Poirier mentionne qu'une rencontre a eu lieu le 11 mai dernier, et résume les points suivants :

- *Entraide automatique* : Après discussion avec les représentants du ministère de la Sécurité publique, il y a divergences d'interprétation, spécifiquement dès qu'il est question d'un incendie de bâtiment; une évaluation reste donc à venir. Il est clair et non équivoque que l'entente doit être adoptée selon les normes et les exigences du ministère, afin d'être conforme au schéma de couverture de risques en sécurité incendie, l'entente à signer actuelle devenant caduque;
- *Étude de regroupement des services de sécurité incendie, secteur est du territoire de la MRC* : Le rapport est très satisfaisant, et des gains importants sont à prévoir au niveau de l'efficacité;
- *Étude de regroupement des services de sécurité incendie, secteur ouest du territoire de la MRC* : M. Naud mentionne que 8 municipalités seraient intéressées à participer à l'étude, mais les besoins de regroupement restent à valider auprès des directeurs de service de sécurité incendie;
- Le comité fait relâche pour l'été.

7.7 TRANSPORT RÉGIONAL

M. Langlais mentionne que la Corporation de transport régional de Portneuf (CTRP) a reçu l'annonce des nouvelles directives du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), à l'effet qu'il y aurait

une coupure de 130 000 \$ sur les 200 000 \$ de contribution financière pour l'organisation et l'exploitation des services de transport collectif sur le territoire.

7.8 RÉGIE RÉGIONALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE PORTNEUF (RRGMRP)

Aucune rencontre n'a eu lieu.

7.9 FORUM DES ÉLUS DE LA CAPITALE-NATIONALE

M. Dion tient à souligner le succès de la journée de travail sur la *Stratégie de développement des activités agricoles et agroalimentaires de la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis*, tenue au Centre multifonctionnel Rolland-Dion à Saint-Raymond, le 28 avril dernier. Il est à noter qu'environ 150 participants étaient présents à cette activité.

8. AFFAIRES NOUVELLES ET INTERVENTIONS DES REPRÉSENTANTS

- 8.1** M. Tessier Perry demande des précisions concernant l'annonce par M. Michel Matte, député, de la formation du comité du réseau local de partenaires de Portneuf visant le rétablissement et la sauvegarde des soins de santé dans Portneuf. Le préfet mentionne que ce comité non officiel est représenté par les municipalités ayant des établissements de santé, soit Saint-Marc-des-Carières (M. Guy Denis) et Saint-Raymond (M. Daniel Dion), ainsi que le préfet, M. Bernard Gaudreau. La prochaine rencontre avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale aura lieu le 20 mai prochain à 15 h 30 à la MRC.

M. Dion fait la lecture de la pétition concernant les soins de santé dans Portneuf, et annonce le contenu de près de 10 000 signatures. De plus, une 4^e rencontre du Comité citoyens aura lieu le vendredi 20 mai prochain.

- 8.2** M. Mainguy mentionne le succès du tournage de l'émission *La petite séduction* à Rivière-à-Pierre du 13 au 15 mai derniers, et invite la population à regarder l'émission à Radio-Canada le 15 juin prochain à 20 h.
- 8.3** M. Jobin souligne la tenue de la 18^e Assemblée générale annuelle de l'Association des plus beaux villages du Québec les 19 et 20 mai prochains à l'Auberge Saint-Antoine à Québec, ainsi que la 5^e Rencontre internationale de la Fédération des plus beaux villages de la terre à compter du 17 mai prochain au même endroit.

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

Mmes Lise et Francine Lanouette, propriétaires d'un chalet au lac Long, désirent obtenir plus de précisions sur la formule d'accommodement concernant la tarification applicable aux villégiateurs, telle que mentionnée dans la résolution adoptée

au point 6.1 du présent procès-verbal. M. Jean Lessard explique le contenu de cette tarification, et précise que c'est l'ensemble des terres du domaine public qui est touché par la formule utilisateur-payeur. En référence à la résolution mentionnée ci-dessus, M. Gaudreau indique que les revenus générés par les baux de villégiature sont utilisés pour des activités et des interventions de mise en valeur du Parc naturel régional de Portneuf.

PROCHAINES RENCONTRES

- Comité de travail – le mercredi **1^{er} juin 2016** à 17 h 30;
- Conseil des représentants – le mercredi **15 juin 2016** à 19 h.

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

CR 147-05-2016

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 20 h 30 sur la proposition de M. Jean Mainguy.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le préfet,

La secrétaire-trésorière

Bernard Gaudreau

Josée Frenette